

L'eau en Asie centrale : un dialogue difficile

Description

Dans une région enclavée, sans accès direct à une mer ouverte, les cinq pays d'Asie centrale s'affrontent pour une ressource essentielle et vitale : l'eau. Inévitablement répartie, elle constitue aujourd'hui un enjeu stratégique, tant politique qu'économique et social.

Au regard de cette ressource indispensable, les cinq pays d'Asie centrale sont répartis en deux groupes : les pays « en haut » que sont le Tadjikistan et le Kirghizstan situés à la source des fleuves s'opposent aux pays « en bas », à savoir le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, qui sont traversés par ces fleuves.



Une situation nouvelle

Jusqu'en 1991, la répartition de l'eau s'effectuait au sein d'un unique pays, l'URSS, et aux termes d'une gestion unique, pilotée à Moscou. Le Tadjikistan et le Kirghizstan libéraient l'eau en échange pour permettre à leurs voisins de développer leur agriculture et atténuer les effets éventuelles sèches. En effet, les pays en-bas sont dépendants des fleuves Amou-Daria et Syr-Daria qui prennent leur source dans les pays en-haut. Par conséquent, 90 % de l'eau du Turkménistan provient de l'extérieur, 77 % pour l'Ouzbékistan et plus de 40 % pour le Kazakhstan⁽¹⁾. Grâce au système de troc qui prévalait dans le cadre soviétique, ces pays s'acquittaient de leur « dette » en livrant aux pays en-haut des ressources énergétiques telles que du gaz, du pétrole ou du charbon. Ce système non-contraignant avait permis le développement effréné d'une agriculture grosse consommatrice d'eau dans une région non-propice, et ce au détriment de toute considération écologique. Durant la période soviétique, la production centre-asiatique (et notamment ouzbèke) de coton a pu représenter jusqu'à 6,5 % de la production mondiale, et celles du blé et du riz avaient atteint une superficie agricole totale de 7 millions d'hectares⁽²⁾.

Cet arrangement a pris fin en 1991 avec la disparition de l'Union soviétique. Chaque État nouvellement indépendant a alors souhaité tracer unilatéralement sa voie en optant pour une politique individualiste. Pressées de faire entrer de l'argent dans les caisses de l'État, les élites politiques au pouvoir ont fait primer l'intérêt national : Bichkek et Douchanbe ont alors pris l'habitude de libérer l'eau en hiver pour produire de l'hydroélectricité (qui représente entre 75 et 90 % de leur production d'énergie) et ainsi répondre à la demande interne⁽³⁾. Les pays de la plaine auraient préféré une autre approche, puisqu'ils ont besoin de

grandes quantités d'eau plutôt en été. C'est le cas de l'Ouzbékistan, qui doit irriguer ses champs. Mais les pénuries d'eau en période estivale constituent aussi un problème social, comme ce fut le cas en 2003, année où le pic de chaleur fut notable. Le Turkménistan est également concerné puisqu'un quart de l'Amou-Daria est détourné via un canal d'irrigation qui fournit Achkhabad en eau.



Lac artificiel de Tcharvak en Ouzbékistan (photo

Romain Sidos).

Aujourd'hui, l'eau représente un triple enjeu pour ces pays indépendants. Il s'agit d'abord d'un enjeu social parce que l'eau est une ressource essentielle pour la survie de la population et que sa qualité constitue également une variable importante. L'enjeu est aussi économique parce que les pays d'en-bas utilisent l'eau pour développer leur agriculture, tandis que les pays d'en-haut produisent de l'électricité qui est utilisée pour la consommation interne et pour l'exportation vers l'Afghanistan et le Pakistan. Enfin, il s'agit également d'un enjeu politique parce que l'eau permet aux pays d'en-haut à la fois d'être autonomes en énergie et d'exercer une pression sur les pays d'en-bas qui disposent de ressources en hydrocarbures et qui sont plus prospères économiquement et militairement.

Des tentatives laborieuses de dialogue

L'eau apparaît donc comme un facteur clé de la sécurité régionale et de nombreuses tentatives de conciliation ont été faites. Le 18 février 1992 à Almaty, un accord de coopération a été signé concernant la gestion commune et la conservation des ressources en eau⁽⁴⁾. Pour optimiser la gestion des cours d'eau, la Commission interétatique pour la coordination de la gestion de l'eau a été créée la même année à Tachkent, avec l'objectif de réguler les consommations du Syr-Daria et de l'Amou-Daria. En 1998 à Bichkek, un nouvel accord a été signé sur l'utilisation des ressources hydro-énergétiques du Syr-Daria. Concernant la mer d'Aral, le Fonds d'assainissement de la mer d'Aral a été créé en 1993, mais cette tentative d'action concertée s'est avérée un échec. En 2003, un fonds a été créé pour sauver la mer d'Aral et une entente trouvée pour agir en commun dans la recherche de solution. Si l'émergence de ces multiples instances traduit une réelle prise de conscience de la gravité de la situation, elle ne garantit pas le succès de

l'entreprise. La Commission internationale pour la coordination de la gestion de l'eau, en particulier, a été maintes fois dénoncée comme inefficace, du fait notamment de son manque d'expertise. Dès 2009, elle a perdu toute crédibilité en raison de l'incapacité de ses représentants, mus par des intérêts contradictoires, à se mettre d'accord sur la régulation du débit des cours d'eau.

Plusieurs accords bilatéraux ont été signés en 2000 entre le Kazakhstan et le Kirghizstan sur l'utilisation du Syr-Daria : ils portaient sur la maintenance des infrastructures transfrontalières et sur la répartition en eau entre les deux pays. Ces accords n'ont toutefois pas été respectés, le Kirghizstan ne livrant pas au Kazakhstan les quantités convenues.

Face à cette inertie, la communauté internationale a été amenée à se saisir du problème. L'Union européenne et l'ONU organisent ainsi régulièrement et indépendamment des missions d'évaluation dans la région et des conférences sur une juste répartition de l'eau. Malheureusement ces initiatives échouent.

L'absence d'entente et donc de coordination, outre qu'elle nuit à l'efficacité, pourrait se révéler dangereuse. Les rivalités pourraient potentiellement conduire à des conflits, alors que la population augmente de 2 à 3 % par an, ce qui entraîne une hausse de la demande en eau potable.

Vers un conflit ?

L'avenir n'est pas encourageant puisque l'Institut scientifique du Kazakhstan prévoit une baisse supplémentaire de 15 % des ressources en eau disponibles entre 2020 et 2030. La Commission internationale pour la coordination de la gestion de l'eau va plus loin encore affirmant que d'ici 2040, l'eau disponible va encore se raréfier de 25 %⁽⁵⁾. Les études montrent également que la qualité de l'eau se détériore et répond de moins en moins aux besoins de la population.

En 2015, le président ouzbek Islam Karimov avait déclaré que les questions concernant l'eau dans la région pourraient «*à s'aggraver à tel point qu'elles provoqueraient non pas une rivalité saine, mais même une guerre*»⁽⁶⁾. En 2016 par exemple, la tentative de Bichkek de reprendre le contrôle des structures hydro-électriques situées à proximité de la frontière avec l'Ouzbékistan a en effet été suivie du déploiement rapide par Tachkent de forces supplémentaires dans la région.

En mai 2017, le ministre tadjik des Affaires étrangères, Sirodjine Aslov, s'est rendu à Bruxelles pour rencontrer Helga Schmid, Secrétaire générale du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), et Urban Rusnak, Secrétaire général de la Charte énergétique européenne, pour défendre le projet de construction du barrage Rogun sur la rive Vakhch, un affluent de l'Amou-Daria. Validé par la Banque mondiale en 2014, la construction de ce barrage était retardée par des difficultés de financement. En juin 2018, la Banque mondiale a refusé de financer ce projet qu'elle juge trop dangereux et a privilégié la centrale hydroélectrique de Nurek au Tadjikistan. Or, Tachkent est opposé à ce projet car il y voit une menace à sa sécurité. L'Ouzbékistan reproche au Tadjikistan de

retenir l'eau en Ã©tÃ© pour produire de l'Ã©lectricitÃ© tandis que la population ouzbÃ©ke ne parvient pas Ã subvenir Ã ses besoins en eau. L'argument est Ã©videmment quelque peu biaisÃ©, puisque l'eau est Ã©galement utilisÃ©e Ã des fins Ã©conomiques sur le territoire ouzbek, pour rÃ©pondre aux besoins industriels et de la culture du coton. Finalement, la premiÃ¨re turbine du barrage a Ã©tÃ© mise en service en novembre 2018, avec une maÃ®trise d'ouvrage italienne (le groupe Salini Impregilo).

Ressource stratÃ©gique dont le monde commence Ã peine Ã comprendre qu'elle va trÃ¨s vite s'avÃ©rer plus importante encore que le pÃ©trole et le gaz, l'eau pourrait Ãatre bientÃ´t pleinement considÃ©rÃ©e comme une marchandise. Le directeur de l'Institut panrusse de recherches en hydrotechnique et assainissement des sols, Boris Kiziaev, juge qu'Ã ce titre la ressource hydrique pourrait se voir attribuer un coÃ»t ⁽⁷⁾. Il propose que la Russie se pose comme arbitre dans le dÃ©bat du prix de l'eau en mettant en relation le prix de construction et d'entretien des barrages utilisÃ©s comme centrales hydroÃ©lectriques, ainsi que le volume d'eau d'Ã©tÃ© Ã l'agriculture.



Gaspillage de l'eau au Kirghizstan (photo Romain Sidos)

Ã C'est donc un cercle vicieux qui s'est installÃ© dans la rÃ©gion, mÃªlant rarÃ©faction et dÃ©tÃ©rioration d'un bien vital, et incapacitÃ© des acteurs Ã parvenir Ã des compromis politiques. B. Kiziaev juge que le format bilatÃ©ral s'avÃ¨re insuffisant et plaide pour la mise en place d'un organisme supranational et indÃ©pendant, entiÃ¨rement d'Ã©tÃ© aux enjeux de la sÃ©curitÃ© hydrique, Ã©nergÃ©tique et agricole. Il semble nÃ©anmoins difficile de faire appel Ã un organisme supranational tant qu'aucun accord bilatÃ©ral n'est mis en place.

Des solutions locales pour un problÃ©me rÃ©gional

Face Ã l'absence d'entente bilatÃ©rale efficace, des initiatives unilatÃ©rales ont Ã©tÃ© mises en place. En 2005, le gouvernement kazakh a construit le barrage de Kok-Aral pour faire remonter le niveau de l'eau de la mer d'Aral. Ce projet a Ã©tÃ© jugÃ© comme un succÃ¨s, puisque le niveau de la mer est remontÃ© de plus de 10 mÃªtres.

Au Kirghizstan, dans le district de Leilek, un entrepreneur particulier a décidé en 2016 de construire et d'autofinancer une petite centrale hydroélectrique capable de subvenir aux besoins de 20 000 habitants⁽⁸⁾.

Mais il convient aussi de souligner que ces pays gaspillent énormément cette ressource : 70 % de l'eau destinée à l'irrigation n'arrive pas à destination en raison d'un système obsolète et inefficace. L'Asie centrale détenait en 2006 le plus faible taux d'efficacité d'utilisation des ressources en eau, d'après une étude du Programme des Nations Unies pour le Développement. D'après la Banque mondiale, en 2014, les cinq pays d'Asie centrale appartenaient au groupe des 11 pays les plus gros consommateurs d'eau par habitant.

Notes :

- (1) Ahmed Seyidov, « [L'eau tue](#) », *lenta.ru*, 18 mai 2017.
- (2) Arno Trampedter, « [Guerre de l'eau en Asie centrale](#) », *Arte*, 14 avril 2015.
- (3) M. B. Souleyman, « [Les ressources hydrauliques comme facteur de sécurité en Asie centrale](#) », *Bulletin de l'université nationale du Kazakhstan*, 2011.
- (4) Ajdar Kourtov, « [L'eau comme cause de conflits en Asie centrale](#) », *La pensée libre*, 29 mai 2013.
- (5) « [L'Ouzbékistan a renouvelé sa coopération dans le domaine de l'eau avec ses voisins régionaux](#) », *Rambler.ru*, 19 décembre 2017.
- (6) *Op. Cit.*, note 1.
- (7) Nigora Boukhari-Zade, « [Les ressources en eau en Asie centrale : une dépendance à l'indépendance](#) », *Ferganane.ws*, 17 juin 2015.
- (8) « [Dans le district de Leilek, Sapar Khalbeikhov construit une petite centrale hydroélectrique avec son propre argent](#) », *KTRK*, 19 juillet 2016.

Vignette : Gaspillage de l'eau au Kirghizstan (photo Romain Sidos).

* Romain Sidos est diplômé de l'Inalco en russe et relations internationales.



[Retour en haut de page](#)

date créée

22/04/2019

Champs de mots

Auteur-article : Romain SIDOS*